



Inter-Parliamentary Union
For democracy. For everyone.

World Future Council



Empowered lives.
Resilient nations.



RESPONSABILISER LES JEUNES

EMPLOIS DÉCENTS
ET DURABLES
ET PARTICIPATION
CIVIQUE ET POLITIQUE



International
Labour
Organization



Office of the
Secretary-General's Envoy on Youth



FUTURE POLICY
AWARD 2019



Future Policy Award présente des moyens novateurs de supprimer les obstacles dans des domaines critiques tels que le chômage des jeunes et de faire éclore les innombrables talents des jeunes hommes et femmes. De manière décisive, mettre en lumière ces initiatives exceptionnelles pour les jeunes peut leur permettre d'être transposées dans d'autres contextes nationaux – contribuant ainsi à faire progresser le développement durable.

Achim Steiner, administrateur du PNUD et vice-président du Groupe des Nations Unies pour le développement durable



La moitié de la population mondiale a moins de trente ans, mais seulement 2 % des députés appartiennent à ce groupe d'âge. L'un des objectifs clés de l'UIP est de renforcer l'autonomie des jeunes en faisant en sorte que davantage de jeunes siègent au parlement, afin de mettre en place des institutions démocratiques plus fortes, plus représentatives et axées vers l'avenir. Ces lois et politiques gagnantes montrent qu'il existe de nombreuses grandes initiatives dans le monde entier qui peuvent servir d'exemples à d'autres pays pour exploiter le potentiel des jeunes.

Martin Chungong, Secrétaire général de l'Union interparlementaire



Des défis interdépendants – chômage, conflits, crise climatique – menacent notre environnement, le bien-être de l'Homme et l'avenir de nos jeunes. Il faut agir avant qu'il ne soit trop tard. Mais il y a de l'espoir: ces huit solutions politiques montrent comment nous pouvons transformer efficacement nos systèmes sociétaux et politiques afin de soutenir au mieux les jeunes en tant que puissants artisans du changement. Le World Future Council (Conseil pour l'avenir du monde) a hâte de célébrer ces meilleures politiques, de promouvoir l'autonomisation des jeunes dans l'intérêt des générations actuelles et futures, et de partager leurs réussites. Nous pouvons tous – et devrions – apprendre d'eux.

Maria Fernanda Espinosa, conseillère du World Future Council, ancienne présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies



Notre monde d'aujourd'hui compte plus de jeunes que jamais auparavant et dans de nombreux pays en développement, les jeunes constituent le segment le plus important de la société civile. En tant que jeune ayant œuvré pour leur autonomisation, j'estime qu'il est très important de se concentrer sur des actions qui permettront de combler le fossé des opportunités (lequel ne cesse de se creuser) qui nous empêche, les jeunes, de réaliser notre véritable potentiel. Par conséquent, la formulation et la mise en œuvre de politiques justes facilitant notre autonomisation économique et renforçant notre participation politique sont essentielles à la réalisation de l'Agenda 2030 et le FPA célèbre ces initiatives en honorant celles qui constituent la référence en la matière.

Kehkashan Basu, jeune ambassadeur du World Future Council, fondateur du président Green Hope Foundation, champion des Nations Unies pour les droits de l'homme



FUTURE POLICY AWARD 2019

Future Policy Award, nous soulignons des politiques exemplaires qui créent de meilleures conditions de vie pour les générations actuelles et futures en relevant un défi mondial majeur.

En 2019, le Future Policy Award, également appelé « Oscar de la meilleure politique », travaille en partenariat avec l'Union interparlementaire (UIP) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avec le concours du Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse et l'Organisation internationale du Travail (ILO), Youth Policy Labs (YPL), la Fondation Michael Otto et la Fondation Jua. Son objectif est de souligner les politiques qui favorisent l'accès des jeunes à des emplois décents, y compris des emplois verts, et renforcent la participation civique et politique au développement durable et à la paix.

Au printemps 2019, un appel à candidatures a été envoyé à plus de **10 000** experts actifs en matière d'autonomisation des jeunes. Nous avons particulièrement bien accueilli les politiques inclusives, tenant compte de la problématique hommes-femmes et permettant aux jeunes de développer leurs compétences en numérisation, durabilité et pensée visionnaire. Les résultats ont été impressionnants : **67** politiques venues de **36** pays à travers le monde ont été proposées, reflétant un large éventail d'approches législatives et décisionnelles des jeunes. L'équipe d'évaluation a examiné toutes les politiques proposées et en a discuté, mais **28** politiques ont été entièrement évaluées. Au cours de ce processus, l'équipe a fait appel à près de **120** experts pour discuter de l'admissibilité des politiques au Prix. Notre évaluation était centrée sur les **7** principes pour un processus législatif juste pour l'avenir, et l'impact de la politique sur les **17** ODD a également été analysé. Le 27 août 2019, un jury indépendant de haut niveau composé de **11** experts de renom dans les domaines de l'autonomisation des jeunes et de l'Agenda 2030 des Nations Unies a décidé des politiques gagnantes.

Chers lecteurs,

Avec plus de 1,8 milliard de personnes âgées de 15 à 35 ans dans le monde, soit un quart de la population mondiale, nous avons la plus grande génération de jeunes que le monde ait jamais connue.

Les jeunes jouent un rôle crucial dans la promotion du développement, de la démocratie et de la paix et dans la réalisation du Programme de développement durable 2030. Ils sont talentueux, compétents et ambitieux et font chaque jour une différence dans tous les domaines d'activité et en tant que leaders dans leurs communautés. Malgré leur dynamisme et leurs réalisations, la contribution des jeunes à la société n'est souvent pas reconnue, ni suffisamment investie ou incluse dans les processus de prise de décision. Dans le même temps, les jeunes sont confrontés à un taux de chômage et à une discrimination élevés et n'ont souvent pas accès à l'éducation. La crise climatique et la dégradation de l'environnement auront un impact considérable sur leur avenir. Il est donc temps que nous intensifions notre action politique pour responsabiliser les jeunes.

Défendre et diffuser des solutions politiques efficaces et justes pour l'avenir est l'objectif principal du World Future Council. En collaboration avec des partenaires de renom, chaque année, dans le cadre de notre

Aujourd'hui déjà, les jeunes représentent 37 % de la population mondiale en âge de travailler, mais 60 % du nombre total de chômeurs. Exploiter ce dividende démographique (taille croissante de la population en âge de travailler) est la clé pour que les pays puissent s'épanouir d'une manière qui tienne compte des besoins des générations futures. Malgré la forte proportion de jeunes dans le monde, ceux-ci sont largement sous-représentés dans les institutions politiques. Par exemple, une étude de l'Union interparlementaire indique qu'un peu plus de 2 % des parlementaires dans le monde ont moins de 30 ans (UIP, Participation des jeunes aux parlements nationaux, 2018). Leur représentation plus adéquate renforcerait non seulement une pierre angulaire de la démocratie en grande partie absente actuellement, mais constituerait également une source majeure de force pour les pays en voie de développement et les pays développés.

Les lois et les politiques adoptées favorisent la création d'environnements favorables pour les jeunes afin qu'ils puissent développer leur plein potentiel, réaliser leurs rêves et contribuer au succès de l'Agenda 2030 et des objectifs de développement durable (ODD). Compte tenu de la crise climatique, de la dégradation de l'environnement et de la perte de biodiversité, le jury a également sélectionné des politiques visionnaires qui placent les enfants et les jeunes au cœur de la transition vers une économie verte à faible émission de carbone.

Nous espérons que les décideurs politiques s'inspireront des politiques gagnantes de cette année et en diffuseront les éléments essentiels dans d'autres contextes et régions.

*Cordialement,
L'équipe Future Policy Award 2019*



1,8 MILLIARD

La génération actuelle d'adolescents et de jeunes est plus nombreuse qu'à tout autre moment de l'histoire.

(PNUD)



1 JEUNE SUR 5

ne travaille pas, n'étudie pas et ne suis pas une formation (NEET). Parmi eux, 3 sur 4 sont des femmes.

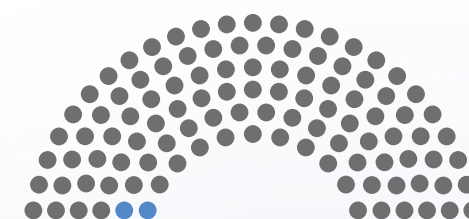
(OIT)



13%

Le taux de chômage global des jeunes est trois fois plus élevé que celui des adultes, qui était de 4,3 % en 2018.

(OIT)



2,2%

de los parlamentarios del mundo tienen menos de 30 años.

(UIP)



60:40

est le ratio hommes / femmes parmi les plus jeunes députés. Le déséquilibre hommes-femmes est moins prononcé chez les jeunes parlementaires.

(UIP)

EMPLOIS DÉCENTS ET DURABLES POUR L'AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES JEUNES



OR

L'initiative YouthConnekt du Rwanda, 2012

Né au Rwanda, YouthConnekt est un programme innovant à multiples facettes dirigé par le gouvernement qui autonomise les jeunes, les met en contact avec le secteur privé, les opportunités d'emploi public et d'entrepreneuriat et renforce leur engagement et leur leadership civiques. L'initiative lancée par le PNUD et ONU Rwanda a pour objectif de fournir une plate-forme, composée de sept composantes, défendant les droits des jeunes, facilitant l'emploi et la création d'emplois, et mettant en relation les jeunes avec leurs pairs par le biais de réseaux sociaux et d'événements. Elle a touché des milliers de jeunes Rwandais (âgés de 16 à 34 ans), en les sensibilisant à des enjeux tels que l'emploi, l'entrepreneuriat et les TIC. L'initiative a donné des résultats impressionnants : en trois ans seulement, les camps d'entraînement YouthConnekt ont permis de créer environ 1 000 emplois permanents et 2 700 emplois temporaires, et environ 600 000 jeunes ont participé au mois national YouthConnekt chaque année depuis 2012.



ARGENT

Royaume-Uni, Developing the Young Workforce (stratégie écossaise de développement de la main-d'œuvre jeune), 2014–2021

Developing the Young Workforce (DYW) est la stratégie de l'Écosse en faveur de l'emploi des jeunes et à l'engagement de son gouvernement à lutter contre le chômage des jeunes et à améliorer les compétences de ces derniers pour qu'ils puissent s'adapter aux exigences du marché. Cette stratégie réunit le système éducatif, les employeurs, la société civile, les organisations de jeunesse et les autorités locales afin de définir le programme d'études et d'élargir le programme d'apprentissage moderne. DYW fait désormais partie intégrante du système éducatif écossais et s'aligne sur des objectifs nationaux ambitieux pour réaliser l'Agenda 2030 et se transformer en une économie verte et une société juste. Son objectif principal, qui est de réduire le chômage des jeunes de 40 % d'ici 2021, a été atteint quatre ans plus tôt que prévu et plus de 28 000 apprentissages modernes ont été créés.



BRONZE

Expanded Public Works Programme (Programme élargi de travaux publics en Afrique du Sud), 2004

Le programme Expanded Public Works Programme de l'Afrique du Sud est un programme national qui lutte contre la pauvreté et apporte un revenu grâce au travail temporaire pour les chômeurs. Il s'agit de la plus grande politique active du marché du travail du pays. Depuis sa création, elle a généré plus de 8 millions de possibilités d'emploi, touchant principalement les femmes (66 %), les jeunes (46 %) et les personnes handicapées (1 %). Contrairement à la plupart des programmes de travaux publics, cette politique génère des emplois temporaires à forte intensité de main-d'œuvre, non seulement par la mise en place d'infrastructures publiques, mais également par la fourniture de services utiles sur les plans social, culturel et environnemental.

ENGAGEMENT CIVIQUE ET PARTICIPATION POLITIQUE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET À LA PAIX



OR

Plan de développement de la jeunesse en Estonie, 2014–2020

Le plan de développement de la jeunesse d'Estonie est une politique gouvernementale globale en faveur des jeunes et du secteur de la jeunesse. Son objectif principal est de garantir à chaque jeune de nombreuses possibilités de développement personnel et d'épanouissement personnel. La politique est fondée sur les connaissances et sur des bases factuelles, participative dans l'élaboration et la mise en œuvre, et est sensible à l'égalité entre les sexes. Elle utilise une approche holistique du développement des jeunes et dispose de toutes les ressources nécessaires. C'est l'une des premières politiques de la jeunesse au monde à respecter pleinement les Principes de Bakou en matière de politique de la jeunesse et l'une des rares à souligner le lien entre les politiques publiques en faveur des jeunes, la durabilité et l'environnement. Elle encourage un niveau élevé d'engagement avec les travailleurs jeunes, 20 % d'entre eux participant à des programmes de formation chaque année. Ainsi, depuis 2014, plus de 50 % des jeunes Estoniens participent chaque année à des activités de travail avec les jeunes.



ARGENT

Constitution du Népal, 2015

La Constitution du Népal a marqué une avancée majeure pour la transition pacifique du pays vers la démocratie après la guerre civile de 1996 à 2006. La Constitution introduit un système démocratique multipartite compétitif et consacre les droits de l'homme, y compris le droit à un environnement sain. Ses articles contiennent des dispositions relatives aux droits des jeunes en matière de participation et d'autonomisation au Népal, ainsi que des protections contre la discrimination. Depuis sa promulgation, une série de politiques relatives à la jeunesse et de développements institutionnels ont eu lieu, notamment l'approbation de la Politique nationale de la jeunesse (2015), la création du Conseil national de la jeunesse (2015) et l'élaboration de la Vision pour la jeunesse 2025 et du Plan stratégique décennal (2015).



BRONZE

Cogestion du secteur de la jeunesse par le Conseil de l'Europe, 1972

Le système de cogestion du Conseil de l'Europe est l'un des exemples les plus anciens au monde de démocratie participative au sein d'une institution supranationale et l'un des rares exemples de prise de décision partagée entre gouvernements et jeunes, dans laquelle le pouvoir est pleinement partagé avec la parité 50:50. Selon le modèle de cogestion, plus de 10 000 subventions ont été attribuées à des organisations de jeunesse, représentant un volume cumulé de plus de 130 millions d'euros, tandis que des leaders et des militants de la jeunesse ont reçu une formation et une éducation qui ont profondément transformé le secteur de la jeunesse. De plus, ce modèle de cogestion a été appliqué dans un large éventail d'autres contextes de gouvernance et / ou de politiques.

PRIX VISION



États-Unis d'Amérique – Green New Deal de Los Angeles, 2019

Los Angeles a lancé son Green New Deal en avril 2019 dans le but de guider la transition de la ville vers une économie équitable et abondante alimentée par une énergie 100 % renouvelable d'ici 2045. Contenant des objectifs plus ambitieux pour respecter l'Accord de Paris, il constitue une mise à jour du Sustainable City pLAn de Los Angeles (2015–2019), qui a déjà atteint 90 % des objectifs à court terme. Le Green New Deal est une feuille de route complète pour la protection de l'environnement, le renforcement de l'économie avec des emplois verts pour les jeunes, la construction d'un avenir plus équitable et la justice environnementale. Il sert de modèle inspirant à d'autres villes d'Amérique et ailleurs.



Stratégie nationale du Sénégal pour la promotion des emplois verts, 2015-2020

Le Sénégal a élaboré sa première stratégie nationale pour la promotion des emplois verts de manière participative. Cette stratégie sert de cadre de référence pour les emplois verts, renforçant le cadre législatif, institutionnel et réglementaire, créant des opportunités d'emplois verts, renforçant les capacités humaines, développant une politique de financement appropriée, un plaidoyer et la mise en place de mécanismes de suivi et de durabilité. En juin 2019, environ 2 000 emplois verts avaient été créés, dont ont bénéficié principalement des jeunes et des femmes. Parmi les projets d'emplois verts lancés, les projets de recyclage, d'aquaculture et de foresterie ont tous généré un retour sur investissement dès la deuxième année de production. De plus, cette politique est prise comme modèle par d'autres pays d'Afrique et au-delà.



MÉDAILLE
D'OR



RWANDA : INITIATIVE YOUTHCONNEKT, 2012

Au cours des deux dernières décennies, l'économie rwandaise a connu une croissance moyenne constante, ce qui a entraîné une réduction de la pauvreté et de l'inégalité des revenus. Dans le même temps, les taux de mortalité infantile et de fécondité ont tous deux diminué. Un point de départ prometteur pour exploiter le dividende démographique (taille croissante de la population en âge de travailler) et contribuer aux aspirations du pays de devenir un pays à revenu intermédiaire élevé d'ici 2035. Avec sa population très jeune – près de 69 % des habitants ont moins de 30 ans –, le Rwanda libère le potentiel de ses jeunes citoyens pour augmenter la main-d'œuvre des jeunes et faire progresser la transition (verte) du pays.

L'AVENIR DU PAYS EST ENTRE LES MAINS DES JEUNES

L'initiative dirigée par le gouvernement YouthConnekt est un modèle réussi visant à autonomiser les jeunes et

à les mettre en contact avec des opportunités dans les secteurs public et privé et la société civile. L'initiative lancée par le PNUD et l'ONU Rwanda est l'un des piliers de la Politique nationale de la jeunesse du Rwanda (2015), qui considère les jeunes comme des acteurs puissants de la construction du pays et vise à atteindre cet objectif en réalisant une génération HAPPI (Health (santé), Aptitude / Aptitude, Patriotism (patriotisme), Productivité (productivité) et Innovation). YouthConnekt aide à changer les mentalités, à engager les jeunes dans les politiques nationales, à promouvoir la solidarité et à engager les jeunes dans la réalisation des ODD.

L'initiative fournit une plate-forme virtuelle qui défend les jeunes, facilite l'emploi, la création d'emplois et les compétences en entrepreneuriat, et connecte les jeunes à la transformation socio-économique par le biais de réseaux sociaux et d'événements. En outre, elle élargit le bassin

YOUTHCONNEKT 7 COMPOSANTS



CONVENTION

Rassemble chaque année des jeunes de toutes les régions du Rwanda et de l'étranger pour discuter de leur développement, montrer leurs réalisations et parler au gouvernement.



DIALOGUE

Fournit aux jeunes une plate-forme pour aborder l'enjeu de la restauration de leur identité et renforcer l'unité et la réconciliation.



PRIX

Organise un concours annuel qui réunit les 90 meilleurs jeunes innovateurs du pays, trois par région.



CHAMPION

Reconnaît par des récompenses les efforts importants déployés par le secteur public, le secteur privé, la société civile et les ONG pour orienter leurs activités, leurs priorités, leurs ressources et leur détermination vers les jeunes.



HANGOUT

Fournit un portail pour les interactions des jeunes avec leurs pairs, leurs dirigeants et des modèles pour l'inspiration et le partage d'opportunités via les réseaux sociaux, la télévision et la radio.



MENTORAT

Une plate-forme qui renforce les capacités des lauréats de YouthConnekt, et les innovateurs prometteurs, avec des connaissances traditionnelles et des compétences pratiques en affaires.



MOIS

Un engagement des jeunes à contribuer au développement national par le biais d'activités concrètes et à sensibiliser les communautés à la contribution des jeunes à leur communauté et à leur pays.

d'opportunités de leadership économique, social et civique par le biais d'initiatives nationales et régionales telles que la connexion des jeunes à leurs pairs, des modèles, des ressources, des compétences et des opportunités économiques, et offre une voie pour des aventures entrepreneuriales dans de nouveaux domaines tels que les TIC et l'artisanat. Le ministère de la Jeunesse est le principal coordinateur du programme YouthConnekt et travaille par l'intermédiaire du Conseil national de la jeunesse (NYC), un organisme doté de son propre budget qui est légalement responsable de la coordination, de la promotion, de la conception et de la mise en œuvre de programmes adaptés aux jeunes. Le programme YouthConnekt comprend sept composantes qui associent le développement des compétences en entrepreneuriat à l'accès à l'emploi et au financement, en sensibilisant aux questions liées au développement des jeunes en termes d'engagement civique et d'autonomisation économique, et la promotion de la citoyenneté des jeunes auprès de milliers de jeunes Rwandais.

Déjà, plus de 10 pays africains ont souscrit au modèle YouthConnekt. Au cours des quatre prochaines années, YouthConnekt étendra ses activités dans trois domaines principaux : améliorer l'accès des jeunes à des emplois décent au Rwanda ; habiliter les jeunes à participer pleinement à l'élaboration des politiques et aux activités civiques ; et augmenter le nombre de jeunes utilisant les services de santé et adoptant des pratiques de vie saines.

RENFORCEMENT : YOUTHCONNEKT AFRICA

En 2017, le Rwanda a convoqué le premier Sommet africain YouthConnekt réunissant des dirigeants africains, de jeunes entrepreneurs, le secteur privé et les médias, dans le but d'initier des politiques, d'établir des programmes et de développer des partenariats durables visant à autonomiser la jeunesse africaine. YouthConnekt Africa est considéré comme le cadre approprié pour investir et autonomiser les jeunes au niveau national ; inciter les entreprises à fournir aux jeunes des compétences et des opportunités ; et transformer le continent avec de jeunes acteurs puissants en tant que vecteurs moteurs de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de l'avenir que nous voulons en Afrique ! L'un des cinq objectifs clés de l'initiative panafricaine est de créer 10 millions d'emplois pour les jeunes.



PRIX
ARGENT



ROYAUME-UNI, ÉCOSSE : DÉVELOPPEMENT DE LA STRATÉGIE DE LA MAIN- D'ŒUVRE DES JEUNES, 2014-2021

La récession mondiale et le ralentissement économique mondial qui a suivi en 2008 ont affecté l'économie écossaise, entraînant une chute de l'emploi et une augmentation ultérieure du chômage. L'économie a commencé à se redresser en 2010, mais le taux de chômage des jeunes reste un défi. Developing the Young Workforce (Développer les jeunes travailleurs) (DYW) est la stratégie de l'Ecosse en faveur de l'emploi des jeunes, qui vise à réduire le taux de chômage des jeunes de 40 % d'ici 2021. C'est la réponse immédiate du gouvernement à la mise en œuvre du programme Working For All (Travailler pour tous) ! Les recommandations de la Commission à Developing Scotland's Young Workforce, publiées en juin 2014, qui préconisaient la mise en place d'un système de formation professionnelle de portée mondiale d'ici 2021.

Pour mettre en œuvre les recommandations, la stratégie vise à créer un programme amélioré pour les jeunes de 24 ans et moins, dans les écoles et les collèges, afin d'accroître les opportunités d'emploi et veiller à ce que chaque enfant, quel que soit son origine, ait une chance égale de réaliser son plein potentiel.

Pour ce faire, DYW rassemble des écoles, des collèges, des prestataires de formation, des organisations de jeunesse et des employeurs afin de promouvoir des parcours permettant aux jeunes de participer aux opportunités de travail actuelles et futures. Cela comprend la création de nouvelles options d'apprentissage basées sur le travail ; permettre aux jeunes d'apprendre dans divers contextes au cours de leur dernière année d'études ; intégrer

l'engagement des employeurs dans l'éducation ; offrir des conseils de carrières plus tôt à l'école ; et introduire de nouvelles normes pour la formation professionnelle et les stages. La stratégie met l'accent sur l'employabilité et les compétences requises pour répondre à la demande du marché, en s'appuyant sur Un programme d'excellence et un apprentissage pour le développement durable axés sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM). Elle souligne l'importance de rehausser considérablement le prestige de l'enseignement et des compétences professionnels et de répondre au besoin d'une expérience de travail de qualité considérablement améliorée à l'école et au collège.

MAIN DANS LA MAIN VERS UNE ÉCONOMIE VERTE AVEC DES EFFECTIFS JEUNES COMPÉTENTS

Un plan de mise en œuvre détaillé commun permet un travail efficace grâce à des partenariats entre écoles, collèges, prestataires de formation, employeurs et partenaires pertinents. Il précise comment le programme d'excellence, un système collégial régionalisé, un programme d'apprentissage moderne élargi et un engagement résolu de la part des employeurs fonctionnent tous ensemble. Le programme comporte onze indicateurs clés de performance (KPI) et comprend des étapes clés pour les sept prochaines années dans tous les secteurs afin

d'adopter les recommandations et de mettre en œuvre les mesures nécessaires à un changement durable. L'une des principales caractéristiques est la création de groupes régionaux Developing the Young Workforce DYW (DYW) en Écosse, afin de faciliter un meilleur engagement entre les employeurs et le système éducatif dans la définition du programme d'études pour l'avenir.

La stratégie DYW a atteint son objectif national de réduction du chômage des jeunes de 40 % quatre ans plus tôt. Les statistiques officielles calculées en mai 2018 montrent que le chômage des jeunes est passé de 52 000 en 2014 à 28 000. Le gouvernement s'est également engagé à augmenter le nombre d'apprentissages modernes en Écosse d'environ 10 500 en 2008 à 30 000 nouveaux apprentis à partir de l'horizon 2020. En 2018/2019, 28 000 ont déjà été créés. Il y a eu une augmentation annuelle du nombre de jeunes quittant l'école ayant obtenu un diplôme professionnel et de la participation des femmes à l'apprentissage de STEM Foundation (y compris celles issues de milieux défavorisés). DYW joue un rôle clé dans l'objectif global du gouvernement visant à assurer une croissance économique durable, à atteindre ses objectifs en matière de changement climatique, à réaliser la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et à créer des emplois verts.



PRIX
BRONZE



EMPLOIS DÉCENTS ET DURABLES
POUR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES JEUNES

AFRIQUE DU SUD : PROGRAMME DE TRAVAUX PUBLICS ÉLARGI 2004

Malgré la croissance économique globale en Afrique du Sud, la pauvreté, le chômage et le sous-emploi demeurent des problèmes endémiques et une préoccupation majeure sur les plans social, économique et politique. Les jeunes sont les plus touchés, représentant plus de 60 % de la population au chômage.

En réponse à ces défis, le gouvernement sud-africain a établi le programme élargi de travaux publics (EPWP) comme l'un de ses outils de protection sociale. Il offre un travail temporaire, un soutien du revenu et des opportunités de développement des compétences aux personnes non qualifiées, sans emploi, pauvres et vulnérables.

EPWP est la plus grande politique active du marché du travail du pays. Dans le cadre de ce programme gouvernemental national, les entreprises gouvernementales et publiques créent des opportunités d'emploi temporaires à forte intensité de main-d'œuvre grâce à la mise en place d'infrastructures publiques (écoles, routes, cliniques, etc.) et à la fourniture de services

utiles sur le plan social (soins à domicile, sécurité communautaire) et à des services utiles pour l'environnement (p. ex. eau, parcs, gestion des incendies, gestion des zones humides et des déchets, tourisme, etc.). Le projet cible les personnes en âge de travailler, en mettant l'accent sur la participation des jeunes, des femmes et des personnes handicapées.

RENFORCEMENT

Depuis sa création en 2004, le programme élargi de travaux publics a généré plus de 8 millions d'opportunités d'emploi. Selon les statistiques officielles, 70 % des participants à la phase 2 ont depuis lors migré vers un emploi autonome ou formel à long terme. Un certain nombre d'initiatives spécifiquement destinées aux jeunes ont été mises en place. Ces dernières années, la composante formation a également été renforcée. Au cours de la phase 3, plus de 50 000 participants, principalement des jeunes, ont été formés, dont plus de 31 000 ont reçu une formation agréée. L'initiative est actuellement en phase 4 (2019-2024) et vise à créer 5,6 million d'opportunités de travail d'ici 2024.



ESTONIE : PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE 2014-2020

L'Estonie est l'un des pays les plus petits et les moins peuplés d'Europe et l'une des plus jeunes démocraties du continent. Néanmoins, le pays a une riche histoire de travail des jeunes, de recherche sur la jeunesse et de politique de la jeunesse. Au cours des 25 dernières années, des organisations et structures dédiées aux travailleurs jeunes, aux jeunes et à leurs organisations, aux centres de jeunes et aux programmes pour la jeunesse ont été créés pour traduire les objectifs et les ambitions de la politique nationale de la jeunesse en travail des jeunes aux niveaux local et régional.

En Estonie, le domaine de la jeunesse est considéré comme ayant une capacité importante d'influencer le développement et à réaliser le potentiel des jeunes. La politique de la jeunesse en Estonie est organisée en

tant que domaine intersectoriel, multipartite et multi-gouvernance, impliquant les municipalités, les comtés et les ministères, ainsi que les représentants des jeunes, les organisations, les travailleurs, les chercheurs et les décideurs politiques dans le domaine de la jeunesse.

Le plan de développement de la jeunesse estonienne a pour objectif général de garantir à chaque jeune de nombreuses possibilités de développement personnel et d'épanouissement personnel, qui soutiennent la formation d'une société cohésive et créative.

La politique contribue principalement aux objectifs de la stratégie de compétitivité « Estonie 2020 » et aux objectifs et activités du programme d'action du gouvernement de la République.

La mise en œuvre du plan de développement de la jeunesse estonienne a notamment un impact important sur la réalisation des objectifs fixés dans d'autres domaines politiques, tels que la politique de la famille et de la population, la politique du marché du travail et de la sécurité sociale, la politique du sport et de l'intégration.

LA POLITIQUE VISE À

- Augmenter les possibilités de développement de la créativité, de l'initiative et de l'activité commune des jeunes ;
- Accroître la participation des jeunes et améliorer leur employabilité ;
- Soutenir la participation active des jeunes à la communauté et à la prise de décision ;
- Assurer l'élaboration de politiques en faveur de la jeunesse de haute qualité et du travail pour les jeunes.

L'AUTONOMISATION DES JEUNES EST UNE PRIORITÉ

Le plan de développement de terrain pour la jeunesse estonienne contient des dispositions claires pour sa gestion et sa mise en œuvre, notamment des responsabilités, des plans de mise en œuvre triennaux, des cadres de suivi et d'évaluation, et – une rareté dans le domaine de la jeunesse – un budget, avec des provisions budgétaires supérieures à 90 millions d'euros pour la politique de sept ans. La politique introduit également des thèmes horizontaux, tels que la protection de l'environnement et le climat, ainsi que l'égalité des chances, la promotion d'une société de l'information, le développement régional et la gestion publique.

En moins de 30 ans, le domaine de la jeunesse a réalisé des résultats très impressionnants et le pays a réussi à établir un cadre de politique de la jeunesse qui est largement considéré comme l'un des meilleurs au monde. Certains des objectifs pour la période globale du plan de développement de la jeunesse estonienne avaient déjà été atteints fin 2017, y compris l'objectif de réduire le chômage des jeunes à 12 % (niveau de départ de 20,9 % en 2012). Un autre résultat impressionnant est que plus de 50 % de tous les jeunes participent chaque année à des activités de travail des jeunes.





PRIX
ARGENT



NÉPAL : CONSTITUTION, 2015

Ce pays enclavé d'Asie du Sud est l'un des plus pauvres du monde. Le Népal a été fermé au monde extérieur jusque dans les années 1950 et connaît depuis une longue lutte pour faire triompher la démocratie. Il a récemment vu la création d'un système parlementaire multipartite et l'abolition de sa monarchie. La guerre civile au Népal a pris fin en 2006 avec la signature de l'Accord de paix global. Les jeunes ont été activement impliqués dans la guerre civile ainsi que dans les manifestations démocratiques de 2003–2006.

L'Accord de paix global (2006) et la Constitution provisoire (2007) ont chargé le gouvernement intérimaire d'adopter une constitution qui abolissait les structures de l'État centralisé et instaurait un système fédéral. Il est important de noter que la Constitution provisoire prévoyait une clause stipulant que l'Assemblée constituante « devait poursuivre une politique spécifique de mobilisation des jeunes pour le développement du pays. » La clé du processus de rédaction de la Constitution était un processus participatif au cours duquel un large engagement du public a été mené afin de rechercher des contributions directes des citoyens et des groupes marginalisés. Au total, 51 % des électeurs présents lors de la première assemblée constituante du Népal avaient moins de 35 ans.

LA NOUVELLE CONSTITUTION APPELLE À L'AUTONOMISATION DES JEUNES

La constitution a été adoptée en 2015 avec un large soutien politique au sein de l'assemblée constituante. La Constitution contient des dispositions relatives aux droits des jeunes en matière de participation économique, sociale, culturelle et politique, et appelle à la création d'opportunités en matière d'éducation, de santé et d'emploi pour améliorer le développement et l'autonomisation des jeunes. L'article 51.j (7) demande à l'État de poursuivre des politiques qui favorisent la participation et l'autonomisation des jeunes et l'article 18.3 prévoit le droit à l'égalité.

Depuis sa promulgation, une série de politiques relatives à la jeunesse et de développements institutionnels ont eu lieu, notamment l'approbation de la Politique nationale de la jeunesse (2015), la création du Conseil national de la jeunesse (2015) et l'élaboration de la Vision pour la jeunesse 2025 et du Plan stratégique décennal (2015).

La Constitution du Népal fournit un exemple progressif de constitution inclusive qui s'attaque aux inégalités historiques et crée une vision pour un avenir durable et prospère. Elle prévoit le droit à un environnement sain et met fortement l'accent sur l'autonomisation des jeunes.



PRIX
BRONZE

CONSEIL DE L'EUROPE : COGESTION DU SECTEUR JEUNESSE 1972

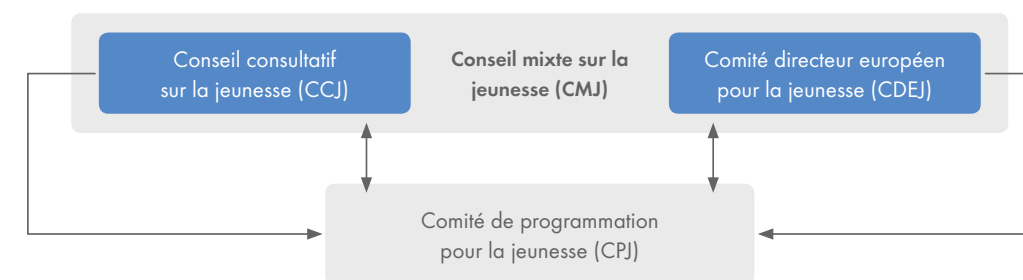
Depuis sa fondation en 1949, le Conseil de l'Europe a été un pionnier de la participation des jeunes et un exemple vivant de démocratie participative. Son système unique de cogestion offre aux jeunes la possibilité d'être des codécideurs et d'influencer la tournure des événements dans le processus décisionnel européen, y compris l'attribution des subventions. Grâce à ce mécanisme, les jeunes peuvent sensibiliser les citoyens à des sujets essentiels pour eux, leur avenir et leurs sociétés. Il aide également les décideurs politiques à comprendre les besoins, les défis et les obstacles auxquels les jeunes sont confrontés, ce qui les guide dans l'élaboration de politiques et de normes relatives à la jeunesse.

LA PARTICIPATION DES JEUNES – UNE PRIORITÉ DEPUIS PLUS DE CINQ DÉCENNIES

Le Conseil de l'Europe a joué un rôle central dans la politique de la jeunesse et le travail des jeunes en Europe et ailleurs. Les racines du secteur des jeunes de l'organisation remontent aux années 1960, lorsque l'Assemblée parlementaire a suggéré la création d'un Centre européen de la jeunesse. En 1963, un Centre européen de la jeunesse expérimental a été créé et le

programme de cogestion a été conçu et supervisé avec une parité de 50:50 entre les gouvernements et les ONG de jeunesse. Cette parité a été institutionnalisée en 1972. Au fil des ans, d'importantes réformes ont eu lieu, notamment la création du Fonds européen pour la jeunesse et du Conseil mixte pour la jeunesse (CMJ). Le Conseil mixte pour la jeunesse est l'organe cogéré qui réunit le Comité directeur européen pour la jeunesse (CDEJ) et le Conseil consultatif sur la jeunesse (CCJ), et prend des décisions sur les priorités, les programmes et le budget du secteur jeunesse. Au cours des dernières décennies, plus de 10 000 subventions ont été accordées à des organisations de jeunesse de toute l'Europe par le biais du système de cogestion, représentant un volume cumulé de plus de 130 millions d'euros. Outre ces subventions monétaires, le système de cogestion a attribué des sessions d'étude dans ses centres européens de la jeunesse. Plus de 70 000 leaders et militants de la jeunesse y ont participé en tant que participants et multiplicateurs. Plus de 55 ans après son lancement, le système de cogestion reste pleinement fonctionnel et est devenu l'un des exemples les plus durables de démocratie participative au monde dans le contexte d'une institution supranationale.

Structure de cogestion





PRIX
VISION

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LOS ANGELES : GREEN NEW DEAL, 2019

Depuis de nombreuses années, la ville de Los Angeles et l'État de Californie subissent les effets de la crise climatique et de la dégradation de l'environnement, notamment des sécheresses, des vagues de chaleur, des incendies de forêt et de graves pénuries d'eau. En outre, la ville a dû faire face à de graves problèmes de société, tels que le trafic extrême et le problème des sans-abri, et a dû apporter un soutien aux communautés défavorisées.

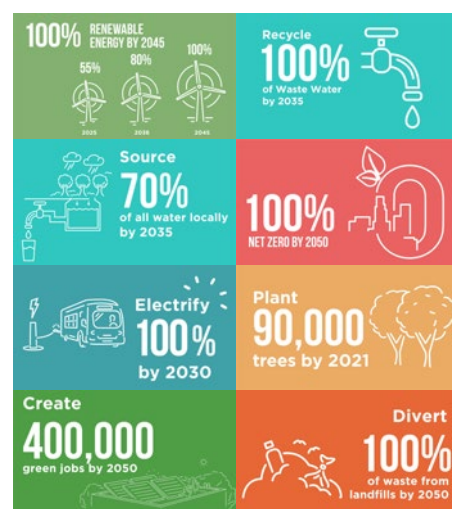
En avril 2019, la deuxième plus grande ville des États-Unis a lancé son Green New Deal urbain et de nouveaux objectifs de neutralité carbone pour la consommation d'énergie, les transports et les bâtiments de la ville. La directive est un élargissement ambitieux du plan Sustainable City pLAn (2015–2019), reflétant le besoin de solutions rapides et plus radicales pour lutter contre la crise climatique, s'attaquer aux inégalités économiques et combattre les injustices environnementales.

La politique présente des plans pour un réseau zéro carbone, un transport zéro carbone, des bâtiments zéro carbone, zéro déchet et zéro gaspillage de l'eau, ainsi que pour l'investissement dans le logement, les systèmes alimentaires et les emplois verts. Le Green New Deal de Los Angeles repose sur quatre principes fondamentaux :

- un engagement à respecter l'accord de Paris sur le climat ;
- une promesse d'assurer la justice environnementale et l'équité grâce à une économie verte et inclusive ;
- un plan visant à faire en sorte que chaque angeleño puisse rejoindre l'économie verte en créant des pipelines vers des emplois verts bien rémunérés ;
- et une détermination à donner l'exemple au sein du gouvernement de la ville, montrant au monde à quoi ressemble un Green New Deal urbain dans la pratique.

Le plan Sustainable City pLAn de L.A a déjà atteint ou dépassé 90 % de ses objectifs à court terme à temps ou plus tôt. La ville est devenue la première ville solaire des États-Unis, a lancé de nouvelles technologies de transport, réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 11 % en une seule année et créé plus de 35 000 emplois verts.

OBJECTIFS GREEN NEW DEAL DE L.A.



**« NOTRE BATAILLE GÉNÉRATIONNELLE
CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
EST UN IMPÉRATIF MORAL »
– LE MAIRE, ERIC GARCETTI**

Les enfants et les jeunes ne bénéficieront pas seulement de la transition vers une économie verte du point de vue de la santé publique et de la justice environnementale. Un cabinet pour l'emploi sera mis en place pour aider à former la prochaine génération de travailleurs aux emplois de demain – de l'installation de panneaux solaires et de maisons écoénergétiques au développement de nouvelles technologies énergétiques – afin de réaliser la vision de créer 400 000 emplois verts d'ici 2050.



PRIX
VISION

SÉNÉGAL : STRATÉGIE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES EMPLOIS VERTS, 2015–2020

Au cours des dernières années, le Sénégal a réalisé des progrès constants dans la réalisation de ses objectifs de développement national et son économie a progressé de 6,9 % en 2017. Avec une population jeune et active (environ 60 %), le pays a également démontré son engagement en faveur d'une économie verte inclusive à travers le Plan Sénégal émergent en 2014 et l'adoption d'une Stratégie nationale de développement durable en 2015, qui considère l'économie verte un pilier important de son processus de développement.

En 2015, le gouvernement a également élaboré sa première stratégie nationale pour la promotion des emplois verts (stratégie SNEV) de manière participative, dans le but de créer 5 000 emplois verts décents et durables d'ici sept ans (d'ici 2022). Son développement a été soutenu par le Partnership for Action on Green Economy (Partenariat pour l'action sur l'économie verte) (PAGE), qui regroupe cinq agences des Nations Unies qui aident les pays désireux de s'engager dans une trajectoire de croissance plus verte et plus inclusive et d'atteindre les ODD, en particulier les ODD 8 et 17. La stratégie SNEV vise à créer de nouveaux emplois décents dans une économie verte en identifiant des pistes prometteuses pour les emplois verts et les priorités pour un soutien politique aux jeunes femmes et hommes. En 2018, la stratégie SNEV a été intégrée à la nouvelle politique nationale de l'emploi, garantissant la cohérence des politiques et la synergie entre les acteurs des domaines de l'environnement et du monde du travail. En juin 2019, environ 2 000 emplois avaient été créés.

EMPLOIS VERTS POUR LES JEUNES ET LES FEMMES

La stratégie SNEV est principalement mise en œuvre par le biais du programme de soutien à la création d'opportunités d'emplois verts (PACEV). Le programme promeut l'esprit d'entreprise inclusif,

plus ouvert aux jeunes et aux femmes (en particulier aux chefs de ménages pauvres et à faible revenu) et a quatre fonctions principales : fournir des informations sous forme de sensibilisation, de connaissances, de technologie et de savoir-faire ; offrir des incitations pour renforcer l'engagement auprès des communautés à faible revenu ; lancer des investissements par des entreprises ; et soutenir la mise en œuvre en termes de logistique, de transactions et de marketing.

En particulier, la stratégie SNEV encourage et développe de nouveaux secteurs pour la création d'emplois verts, tels que la distribution et la maintenance de kiosques mobiles avec panneaux solaires, un secteur de production d'eau potable et un secteur de recyclage des lampes écoénergétiques. Cette stratégie renforce et consolide également les secteurs existants, tels que la valorisation des déchets urbains et ruraux, l'aquaculture, l'agriculture et la foresterie durables. En outre, elle fournit le renforcement des capacités et la formation aux compétences nécessaires pour des emplois verts durables.



EMPLOIS DÉCENTS ET DURABLES POUR L'AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES JEUNES

ARGENTINE :
Academia for Entrepreneurships
(Académie pour
l'entrepreneuriat), 2016

En 2016, le gouvernement a présenté Plan Argentina Starts Up, ainsi que son Academia for Entrepreneurship (AAE). Academia offre une formation et un soutien à l'entreprise à tous les niveaux et se concentre sur le développement d'une culture, d'outils et d'un écosystème entrepreneuriaux. Pour cibler les jeunes, Academia collabore avec le Ministère de l'éducation afin d'intégrer les compétences entrepreneuriales dans les programmes d'enseignement des écoles secondaires, des écoles techniques et des universités. Jusqu'à présent, il a formé 10 000 étudiants, a dispensé une formation entrepreneuriale et professionnelle et a financé plus de 1 000 start-ups.

ETHIOPIE, RÉGION DU TIGRAY :
Redistribution des collines et des
ravins réhabilités en vue de créer
des moyens de subsistance pour
les jeunes ruraux sans terres, 2011

L'initiative vise à offrir des moyens de subsistance durables aux jeunes ruraux sans terres du Tigray. Les jeunes sans terre peuvent s'auto-organiser, former une coopérative principale et demander une terre communale réhabilitée pour lancer des options de subsistance dans le village où ils résident. Les groupes de jeunes sont obligés de gérer les terres réhabilitées de manière durable, en contribuant à la séquestration du carbone et en créant des emplois verts.

ALLEMAGNE :
Système de double
apprentissage, 1969, modifié
pour la dernière fois en 2005

Le système allemand d'enseignement et de formation professionnels (EFP), également appelé système de formation en alternance, jouit d'une excellente réputation dans le monde entier en raison de sa combinaison de théorie et de formation intégrée dans un environnement de travail réel. Sa principale caractéristique est la coopération entre principalement les petites et moyennes entreprises et les écoles professionnelles financées par des fonds publics. La coopération entre l'État et les partenaires sociaux est un élément central. Dans l'ensemble, le double système semble plus efficace que d'autres options d'EFP pour aider les jeunes à s'insérer sur le marché professionnel et constitue un modèle pour plusieurs autres pays.

RUSSIE :
Mouvement Kruzhok
du programme d'initiatives
technologiques nationales, 2016

La stratégie nationale vise à engager des jeunes talentueux au niveau national. Elle implique un grand nombre d'organisations et d'entreprises publiques, à but non lucratif et privées, œuvrant dans les domaines de l'éducation et du développement technologique. Différentes parties prenantes, notamment des entrepreneurs en technologie, des futurs dirigeants et des jeunes (âgés de 12 à 25 ans), sont impliquées dans la recherche de solutions aux défis posés par un monde instable, incertain et complexe.

ROYAUME-UNI, PAYS
DE GALLES :
Youth Entrepreneurship Strategy :
An action plan for Wales 2010

La Youth Entrepreneurship Strategy du Pays de Galles (stratégie YES) de 2010 est basée sur la vision de développer et d'encourager des jeunes entrepreneurs autonomes dans toutes les communautés à travers le pays de Galles. Cette stratégie s'adresse à des jeunes de 5 à 25 ans, est financée par le gouvernement gallois et implique un large éventail de parties prenantes locales. Elle a réussi à augmenter la proportion de start-ups fondées par des diplômés et à sensibiliser davantage au travail indépendant en tant que choix de carrière. Elle a été saluée de manière significative à travers l'Europe pour son travail de pionnier dans l'entrepreneuriat des jeunes.

UKRAINE :
Programme de travailleur
jeunesse, 2014

Le programme de travailleur jeunesse s'attaque à de nombreux nouveaux défis liés au déploiement de la réforme de la décentralisation dans le pays. Le programme s'efforce également de changer ce qui est perçu par beaucoup comme une approche paternaliste du développement des jeunes en introduisant les meilleures pratiques internationales d'engagement des jeunes et d'apprentissage non formel en Ukraine. Le programme vise également à réunir des fonctionnaires et des ONG de jeunesse.

JURY DU FUTURE POLICY AWARD 2019

-  **Dr. h.c. Hafsat Abiola-Costello**, Président exécutif de Women in Africa Initiative (Initiative Femmes en Afrique) (WIA) ; Conseiller du World Future Council, Nigéria / France.
-  **Kehkashan Basu**, fondateur et président de la Green Hope Foundation ; Conseiller honoraire pour le Comité des ONG sur le développement durable à New York ; Jeune ambassadeur, World Future Council, Canada / Émirats arabes unis.
-  **Hon. Melvin Bouva**, président du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP ; Vice-président du Parlement du Suriname, Suriname.
-  **Charles Chauvel**, responsable mondial, Processus et institutions inclusifs, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Thaïlande.
-  **Dr. Marie-Claire Cordonier Segger**, Directrice principale, Centre pour le droit international du développement durable (CDIDD) ; Membre affilié, Lauterpacht Center for International Law, université de Cambridge ; et conseillère fondatrice du World Future Council, Royaume-Uni / Canada.
-  **Hon. Gabriela Cuevas Barron**, présidente de l'Union interparlementaire ; Membre du Parlement, Mexique.
-  **Hon. María Fernanda Espinosa Garcés**, présidente de la 73^{es} session de l'Assemblée générale des Nations Unies ; ancien ministre du Patrimoine naturel, ministre de la Défense nationale et ministre des Affaires étrangères, Équateur.
-  **Neshan Gunasekera**, pédagogue et avocat ; ancien directeur du Centre international Weeramantry pour l'éducation et la recherche pour la paix (WICPER), Sri Lanka.
-  **Valter Nebuloni**, Chef d'unité Programme sur l'emploi des jeunes Département des politiques de l'emploi Organisation internationale du Travail (OIT), Genève, Suisse
-  **Dr. Michael Otto**, fondateur de la Fondation pour l'environnement Michael Otto ; Conseiller honoraire du World Future Council, Allemagne.
-  **Alexandra Wandel**, directrice exécutive du World Future Council, Allemagne.

ENGAGEMENT CIVIQUE ET PARTICIPATION POLITIQUE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET À LA PAIX

UNION EUROPÉENNE : Objectifs européens de la jeunesse, 2013

Les objectifs européens de la jeunesse constituent la base visionnaire du cadre institutionnel de la politique de la jeunesse de l'Union européenne. Ils ont été conçus selon un processus participatif impliquant 50 000 jeunes au cours d'une année. En 2018, les ministres de la jeunesse des 28 États membres de l'Union européenne ont adopté la nouvelle stratégie pour la jeunesse de l'Union européenne pour la période 2019-2027, intégrant les objectifs européens de la jeunesse sans modification dans leur résolution. Le résultat est une politique qui traduit l'exhaustivité des objectifs de développement durable dans l'élaboration des politiques de la jeunesse.

MALTE : Politique nationale de la jeunesse à l'horizon 2020, 2015

Malte a été l'un des premiers pays européens à élaborer une politique nationale de la jeunesse dès 1992. Avec son cadre et son système complet de politique de la jeunesse, le pays est devenu un modèle pour l'élaboration de politiques de jeunesse et leur mise en œuvre dans de nombreux pays. La politique repose sur deux orientations stratégiques interdépendantes pour sa mise en œuvre : le travail des jeunes et les services aux jeunes, ainsi que le soutien intersectoriel. Ces deux orientations stratégiques couvrent le soutien dans tous les organismes gouvernementaux qui améliorent la participation, l'apprentissage et les possibilités d'emploi des jeunes.

NIGÉRIA : Not Too Young To Run Act, 2018

Ce pays d'Afrique de l'Ouest a la troisième plus grande population de jeunes au monde, représentant 51 % des électeurs inscrits. Les amendements constitutionnels de Not Too Young to Run ont été adoptés en 2018 afin de réduire l'âge requis pour pouvoir se porter candidat au Parlement nigérian. En conséquence, lors des élections de 2019, le nombre total de jeunes élus au parlement est passé de 60 députés de moins de 35 ans à 103. Les amendements sont le résultat d'une campagne populaire #Nottooyoungtorun qui a attiré l'attention des médias et s'est développée pour devenir un mouvement mondial soutenu par des organisations intergouvernementales. Son succès a mobilisé la jeunesse nigériane pour continuer à plaider en faveur d'une plus grande participation des jeunes au parlement et a conduit à des mouvements similaires dans d'autres pays.

PÉROU : Le quota pour les jeunes (dîme jeunesse), 2006 et 2009

Nécessitant qu'au moins 20 % des listes électorales des partis soient composés de candidats âgés de moins de 29 ans, le quota de jeunes du Pérou a été introduit au niveau local en 2006, puis élargi au niveau régional en 2009. Le quota était le résultat d'une campagne de jeunes militants appelant à accroître la présence des jeunes et leur influence dans le processus démocratique. Le Pérou a été l'un des pionniers du quota de jeunes, qui s'est maintenant étendu à d'autres pays. Il reste toutefois le seul pays d'Amérique du Sud à avoir mis en place un quota de jeunes.

TUNISIE : Quota de jeunes aux niveaux national et municipal, 2014

Suite à la révolution tunisienne dirigée par les jeunes et à la transition vers la démocratie en 2011, le gouvernement a instauré des quotas de jeunesse au niveau national en 2014 et au niveau local en 2017 pour accroître la représentation politique des jeunes. Les quotas tunisiens se distinguent par leur sophistication. Ils comprennent : l'application de mécanismes pour s'assurer que les partis respectent la loi, des dispositions pour que les jeunes candidats occupent les quatre premières positions des listes du parti et des dispositions visant à ce qu'ils concourent avec le quota de parité des sexes pour favoriser l'élection des jeunes femmes.

La Présidente de l'UIP, Gabriela Cuevas Barron. Élu en 2017, Mme Cuevas Barron est la plus jeune présidente de l'UIP de l'histoire de l'organisation.

NOUVELLE ZÉLANDE : Principes de développement de la jeunesse, 2002, 2019

La stratégie de développement de la jeunesse d'Aotearoa a été élaborée en 2002 par le ministère de la Jeunesse de l'époque pour présenter un plan d'action à la stratégie et à la pratique de jeunesse nationale. Elle contient six principes de développement des jeunes qui restent influents dans l'écosystème plus vaste du développement des jeunes. En 2019, les principes ont été révisés en mettant davantage l'accent sur le respect des peuples autochtones.

CANADA : Conseil de la jeunesse du premier ministre, 2016

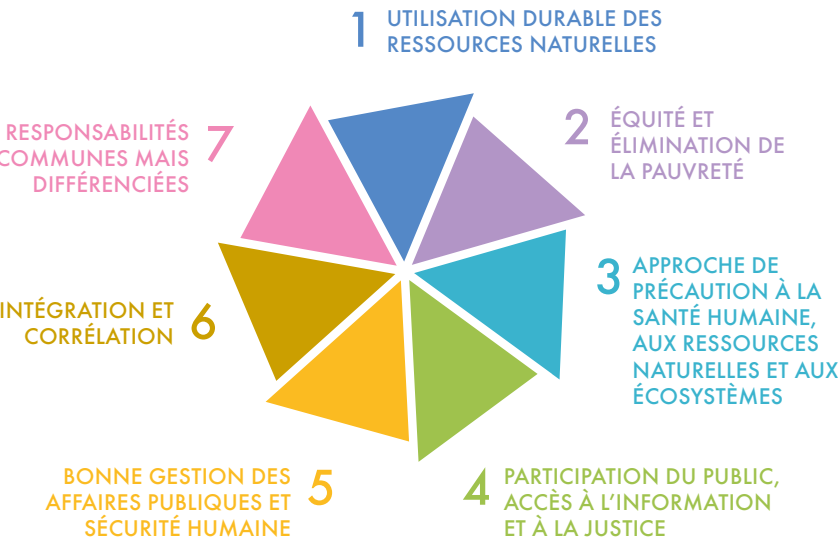
Le Conseil de la jeunesse du Premier ministre a été créé en 2016 pour impliquer directement les jeunes dans des questions qui les préoccupent. La particularité de la politique, par rapport aux autres conseils consultatifs de la jeunesse, est que les conseils sont fournis directement au Premier ministre, qui est également ministre de la Jeunesse.



LOI JUSTE POUR L'AVENIR ET ÉLABORATION DES POLITIQUES

Les « meilleures politiques » du World Future Council sont celles qui respectent les principes de légiférer pour un avenir juste et qui soutiennent de manière significative des conditions équitables pour les générations actuelles et futures. L'Association de droit international a adopté sept principes pour le droit du développement durable. Fruit de dix années de travaux universitaires, ces principes sont considérés comme le « premier plan directeur pour le domaine émergent du droit et de la politique du développement durable » pour les professionnels chargés de la formulation et de l'évaluation des politiques. La méthodologie des sept principes est strictement appliquée lors de l'évaluation de toutes les politiques mises en nomination pour le Future Policy Award. En 2019, les 7 principes du Future Policy Award ont été complétés par les principes directeurs de Bakou pour des développements de politique de la jeunesse intégrés et inclusifs.* Pour chaque politique évaluée, les représentants de la jeunesse ont été invités à une interview, afin de s'assurer que la voix des jeunes est prise en compte dans notre analyse.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter : www.worldfuturecouncil.org/seven-principles



*Premier Forum mondial sur les politiques de la jeunesse, 2014, Bakou Engagement aux politiques de la jeunesse : www.youthpolicy.org/library/documents/baku-commitment-to-youth-policies/



PRÉCÉDENTS GAGNANTS DE LA FUTURE POLICY AWARD

2018
AGROÉCOLOGIE

MÉDAILLE D'OR
Sikkim, Inde : Politique nationale sur l'agriculture biologique (2004) et Sikkim Organic Mission (2010)

PRIX D'ARGENT
Quito, Équateur : Programme agricole urbain participatif (AGRUPAR, 2002)

Danemark : Plan d'action en faveur de l'agriculture biologique : œuvrer ensemble pour plus de produits biologiques (2011 - 2020, mis à jour en 2015)

Brésil : Politique nationale en agroécologie et production biologique (PNAPO, 2012)

2017
DÉSERTIFICATION

MÉDAILLE D'OR
Tigray, Éthiopie : Industrialisation dirigée par le développement agricole axé sur la conservation (ADLI, 1994), appuyée par les campagnes de mobilisation de masse (1991) et la Politique foncière adaptée aux besoins des jeunes (2008)

PRIX D'ARGENT
Brésil : Programme citernes (2003, entré en vigueur en 2013)

Chine : Loi sur la prévention et la lutte contre la désertification (2002)

2015
DROITS DES ENFANTS

MÉDAILLE D'OR
Zanzibar, Tanzanie : loi relative à l'enfant (2011)

PRIX D'ARGENT
Maryland, États-Unis : Normes d'alphabétisation environnementale (2011)

Finlande : Loi sur l'éducation de base (1998) et politiques d'éducation générale

2012
OCÉANS ET CÔTES

MÉDAILLE D'OR
Palaos : Loi sur les requins (2009) et loi sur le réseau de zones protégées (2003)

PRIX D'ARGENT
Philippines : Loi sur le parc naturel des récifs de Tubbataha (2010)

Namibie : Loi sur les ressources marines (2000)

2013
LE DÉSARMEMENT

MÉDAILLE D'OR
Amérique latine et les Caraïbes : Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et aux Caraïbes (Traité de Tlatelolco, 1967)

PRIX D'ARGENT
Argentine : Programme national pour la remise volontaire des armes à feu (2006)

Nouvelle-Zélande : Zone dénucléarisée (1987)

2014
ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ET AUX FILLES

MÉDAILLE D'OR
Duluth, États-Unis : Action communautaire coordonnée pour lutter contre la violence familiale (1981)

PRIX D'ARGENT
Burkina Faso : Interdiction des mutilations génitales féminines (1996)

Autriche : Assistance juridique et psychosociale aux victimes de violences lors de procédures judiciaires pénales et civiles (2006)

2011
FORÊTS

MÉDAILLE D'OR
Rwanda : Politique nationale forestière (initiée en 2004)

PRIX D'ARGENT
Gambie : Politique forestière communautaire (initiée en 1995)

USA : Loi Lacey avec son amendement de 2008

2010
BIODIVERSITÉ

MÉDAILLE D'OR
Costa Rica : Loi sur la biodiversité (1998)

PRIX D'ARGENT
Australie : Loi sur le parc marin de la grande barrière de corail (1975), loi sur la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité (1999)

2009
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

MÉDAILLE D'OR
Belo Horizonte, Brésil : Programme de sécurité alimentaire (1993)

PRIX D'ARGENT
Toscane, Italie : Loi régionale sur la protection et la promotion du patrimoine des races et variétés locales présentant un intérêt pour l'agriculture, l'élevage et la sylviculture (2004)

Cuba : Politique d'agriculture urbaine



Le Conseil pour l'avenir du monde (World Future Council) est composé de 50 « faiseurs de changement », personnalités éminentes issues de gouvernements, de parlements, de la société civile, d'universités, du milieu des arts ou des affaires. Nous œuvrons pour transmettre une planète saine et des sociétés justes à nos enfants et petits-enfants. Nous nous concentrons sur l'identification et la diffusion de solutions politiques efficaces et justes pour l'avenir.

Le World Future Council a été lancé en 2007 par Jakob von Uexkull, fondateur du « Prix Nobel alternatif ». Il est politiquement indépendant et fonctionne comme une fondation caritative de droit allemand. Notre travail n'est pas possible sans un soutien financier continu des donateurs privés et institutionnels.

AIDEZ-NOUS À CRÉER UN MONDE MEILLEUR !

En tant que fondation caritative, nous comptons sur votre soutien pour construire un monde juste à l'avenir ! Vous pouvez faire un don à un projet spécifique ou à l'ensemble des travaux du World Future Council pour nous aider à poursuivre notre travail fructueux.

World Future Council Foundation
Bank : GLS Bank Bochum / Allemagne
Numéro de compte : 200 900 4000
Numéro de banque : 430 609 67
IBAN : DE70 4306 0967 2009 0040 00
BIC / SWIFT : GENODEM1GLS

Faites un don en ligne à l'adresse
www.worldfuturecouncil.org/donate

Les donateurs basés aux États-Unis peuvent soutenir nos activités de manière efficace sur le plan fiscal grâce à la Fondation Roi Baudouin des États-Unis (KBFUS). Veuillez consulter www.worldfuturecouncil.org/donate pour plus de détails. para más información.



WORLD FUTURE COUNCIL

Hambourg (siège social)

Dorotheenstr. 15, 22301 Hambourg, Allemagne
 Téléphone : +49 (0) 40 3070914-0
 Fax : +49 (0) 40 3070914-14
 Email : info@worldfuturecouncil.org

Genève : geneva@worldfuturecouncil.org

Windhoek : ina@worldfuturecouncil.org

Retrouvez-nous en ligne sur

www.worldfuturecouncil.org où vous pourrez également vous abonner à la newsletter du World Future Council. De plus, vous trouverez notre base de données des meilleures lois et politiques à l'adresse www.futurepolicy.org

SUIVEZ-NOUS :

Twitter: @Good_Policies

Facebook: [World Future Council](https://www.facebook.com/WorldFutureCouncil)

Instagram: [World Future Council](https://www.instagram.com/WorldFutureCouncil)

YouTube: [wfcinitiative](https://www.youtube.com/wfcinitiative)

ORGANISATIONS PARTENAIRES

Union Interparlementaire (UIP)
www.ipu.org

Programme des Nations Unies
 pour le développement (PNUD)
www.undp.org

Envoyé du Secrétaire général de l'ONU
 pour la jeunesse
www.un.org/youthenvoy

Organisation internationale du travail (OIT)
www.ilo.org

Youth Policy Labs (YPL)
www.youthpolicy.org

EMPREINTE

Publié par :

World Future Council Foundation, octobre 2019

Auteurs :

Samia Kassid, Ingrid Heindorf

Responsabilité juridique du contenu :

Alexandra Wandel

Remerciement spécial à la **Fondation Michael Otto** et à la **Fondation Jua** pour leur vision, leur confiance et leur soutien.

Nous sommes sincèrement reconnaissants à l'UIP d'avoir organisé la cérémonie du Prix et à la famille Fellmann pour son soutien.

Nous tenons à exprimer notre gratitude à tous les experts qui ont donné leur point de vue et nous ont accordé leur temps au cours du processus d'évaluation et à tous les membres du jury.

Un grand merci également à tous les chercheurs, en particulier Chris Jones et Andreas Karsten, membres du personnel et bénévoles, qui nous ont aidés dans l'évaluation de la politique de cette année : Zeina Hilal, Chris Jones et Jonathan Lang (Union interparlementaire) ; Adefere Adeyemo, Manan Agarwal, Cécile Ballorain, Andreea Bordei, Laura Castello Sant, Jorge Ceja Valence, Nithisha Chaviti, Rouel Dayoan, Benjamin Dosu, Karla Freyre, Pauline Gautier, Ana Claudia Hafemann, Roland Karger, Nilam Lakhani, Ian Makamara, Lauren Picone, Alice Pittalis, Narryne Rachid, Allison Rounding, Swetal Sindhvad, Petya Tsekova, et Katarina Velkov (Volontaires des Nations unies) ; Oona Bienvenu, Georgi Chertkov and Sylvia Ooi Sil Wei (World Future Council) ; et Andreas Karsten, Ole Siever et Marika Welz (Youth Policy Lab).

Design : Hot Ice Creative Studio

Imprimé sur papier recyclé

Clause de non-responsabilité : le contenu et les opinions exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou la politique des organisations partenaires.

Contact : Pour les références, nous vous invitons à écrire à fpa@worldfuturecouncil.org

CRÉDITS PHOTOS

Couverture et dos : Shutterstock / Production Perig, Wiktor Szymanowicz / NurPhoto, Parlement japonais, Mobisol GmbH ; Couverture intérieure : Photo ONU / Eskinder Debebe, Photo ONU / Rick Bajornas, Photo ONU / Mark Garten, Kehkashan Basu ; p.6 : Mobisol GmbH ; p.7 : Ministère de la jeunesse et des technologies de l'information, Rwanda ; p.9-10: Education Scotland ; p.11 : Département des travaux publics et des infrastructures, Afrique du Sud ; p.12-13: Ministère de l'éducation et de la recherche de l'Estonie ; p.14: PNUD Népal ; p.17: Ministère de l'environnement et du développement durable du Sénégal ; p.21: Union interparlementaire ; p.22: Bayu Harsa (Adobe Stock) ; p.24 : Jenko Ataman (Adobe Stock)

